

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.350
25 mars 1986

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT CINQUANTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 25 mars 1986, à 10 h 30.

Président : M. C. CLERCKX (Belgique)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. N. KERROUM M. A. BELAID M. M. TEFIANI
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. H. WEGENER M. W. BOLEWSKI M. W-N. GERMANN M. H. PETERS
<u>Argentine</u> :	M. M. CAMPORA M. R. GARCIA MORITAN
<u>Australie</u> :	M. R.A. ROWE Mme M. LETTS Mme S. FREEMAN
<u>Belgique</u> :	M. C. CLERCKX M. P. NIEUWENHUYS
<u>Birmanie</u> :	U TIN TUN U MYA THAN DAW AYE AYE MU
<u>Brésil</u> :	M. C.A de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. K. TELLALOV M. V. BOJILOV M. P. POPTCHEV M. R. DEYANOV
<u>Canada</u> :	M. A. DESPRES
<u>Chine</u> :	M. HU XIAODI M. SUO KAIMING M. SHA ZUKANG Mme WANG ZHIYUN M. YANG MINGLIANG M. TAN HAN M. LIU ZHONGREN M. LI DAOZHONG
<u>Cuba</u> :	M. C. LECHUGA HEVIA M. P. NUNEZ MOSQUERA Mme A.M. LUTTGEN de LECHUGA
<u>Egypte</u> :	M. S. ALFARARGY M. M. BADR M. F. MONIB

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Etats-Unis d'Amérique :

M. D. LOWITZ
M. T. BARTHELEMY
M. R. LEVINE
M. R. GOUGH
M. P.S. CORDEN
M. R.L. LUACES
Mme M. WINSTON
M. J. GRANGER
M. R. NELSON
Mme L. BRONSON

Ethiopie :

M. F. YOHANNES

France :

M. H. RENIE
M. G. MONTASSIER

Hongrie :

M. D. MEISZTER
M. F. GAJDA

Inde :

M. A.S. GONSALVES
M. S. KANT SHARMA

Indonésie:

M. S. SUTOWARDOYO
M. N. WISNOEMOERTI
M. A.M. FACHIR
M. A.M. AKBAR
M. SARWORO SARBINI

Italie :

M. R. FRANCESCHI
M. F. PIAGGESI
M. G. ADORNI BRACCESI
M. M. PAVESE

Japon :

M. R. IMAI
M. M. KONISHI
M. K. KUDO
M. T. ISHIGURI
M. T. OKADA

Kenya :

M. D.D. AFANDE
M. P.N. MWAURA

Maroc :

M. El G. BENHIMA
M. O. HILALE
M. M.S. BENRYANE

Mexique :

M. A. GARCIA ROBLES
Mme Z. GONZALEZ v REYNERO
M. P. MACEDO RIBA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Monnaie</u> :	M. L. BAYART M. S-O. BOLD
<u>Nigéria</u> :	M. A.A. ELLA
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. K. NIAZ
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.J. van SCHAIK M. J. RAMAKER M. R. MILDERS
<u>Pérou</u> :	
<u>Pologne</u> :	M. J. RYCHLAK M. J. CIALOWICZ
<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. F. SAYATZ M. J. DEMBSKI M. M. SCHNEIDER
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. N.K. KAMYAB
<u>Roumanie</u> :	M. G.H. CHIRILA M. S. DOGARU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.I.T. CROMARTIE M. R.J.S. EDIS M. I.P. CHALMERS M. J.F. GORDON M. J.A. GRAINGER
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA M. P. KARIYAWASAM
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS M. L-E. WINGREN M. H. BERGLUND Mme A. LAU M. S. ALEMYR
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. A. CIMA M. B. BEDNAR

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Union des Républiques socialistes
soviétiques :

M. V.L. ISSRAELYAN
M. B.P. PROKOFIEV
M. G.V. BERDENNIKOV
M. G.N. VACHADZE
M. E.K. POTIARKINE
M. G.V. ANTSIFEROV

Venezuela :

M. A.R. TAYLHARDAT
Mme J. CLAUWAERT GONZALEZ

Yougoslavie :

M. K. VIDAS
M. M. MIHAJLOVIC

Zaire :

M. O.N. MONSHEMVULA

Secrétaire général de la Conférence
du désarmement et Représentant
personnel du Secrétaire général :

M. M. KOMATINA

Secrétaire général adjoint de
la Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la 350ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui l'examen du point 4 de son ordre du jour, intitulé "Armes chimiques". Toutefois, tout représentant qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur.

J'ai sur la liste d'orateurs les représentants de la Chine, du Royaume-Uni, de la Hongrie, de la Bulgarie, du Canada et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Chine, Monsieur l'Ambassadeur Qian.

M. QIAN JIADONG (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, tout d'abord permettez-moi de vous présenter mes cordiales félicitations pour votre accession à la présidence de la Conférence pendant le mois de mars. Votre vaste expérience et votre art de la diplomatie vous préparaient excellemment à vous acquitter de cette tâche. La délégation chinoise vous assure de son entière coopération.

Je voudrais aussi profiter de cette occasion pour exprimer ma reconnaissance et ma gratitude à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Butler, distingué représentant de l'Australie, qui a assuré la présidence au mois de février.

Aujourd'hui je voudrais parler de la question des armes chimiques, au titre du point 4 de l'ordre du jour, mais auparavant je présenterai brièvement un discours de M. Zhao Ziyang, Premier Ministre de la Chine.

On sait que l'année dernière, à l'occasion du quarantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, a été adoptée à l'unanimité une déclaration proclamant 1986 Année internationale de la paix. Le Gouvernement et le peuple chinois appuient chaleureusement cette décision. L'une des activités que la Chine a prévu d'organiser pour marquer l'Année internationale de la paix, en réponse à l'appel de l'Organisation des Nations Unies, a eu lieu à Beijing le 21 mars. Il s'est agi d'un grand rassemblement du peuple chinois pour la paix mondiale, auquel plusieurs milliers de personnes ont participé, le Premier Ministre Zhao Ziyang y a assisté et a prononcé un discours où il a réitéré les aspirations ardentes du peuple chinois à la paix et au désarmement et exposé la politique étrangère indépendante et en faveur de la paix poursuivie par le Gouvernement chinois.

Le Premier Ministre Zhao a souligné que la Chine était opposée à la course aux armements et ne participerait jamais à une telle course. Il a annoncé que la Chine n'avait pas fait d'essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère depuis de nombreuses années et qu'elle n'en ferait plus à l'avenir.

(M. Qian Jiadong, Chine)

Dans son discours, le Premier Ministre Zhao a aussi présenté la position fondamentale du Gouvernement chinois et ses vues sur le désarmement, qui sont résumées dans les neuf paragraphes ci-après :

1. La course aux armements nucléaires constitue une grave menace pour la paix et la sécurité mondiales. L'objectif ultime du désarmement nucléaire devrait être l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires.

2. Les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus grands, devraient donner l'exemple en arrêtant les essais, la fabrication et le déploiement de tous les types d'armes nucléaires et en réduisant radicalement tous les types d'armes nucléaires qu'ils ont déployés où que ce soit, à l'intérieur et à l'extérieur de leur territoire et en les détruisant sur place. Cela permettrait de créer des conditions favorables pour convoquer une conférence internationale largement représentative sur le désarmement nucléaire, à laquelle participeraient tous les Etats dotés d'armes nucléaires pour examiner des mesures visant à promouvoir le désarmement nucléaire et à détruire complètement les armes nucléaires.

3. Pour éviter qu'une guerre nucléaire n'éclate, tous les Etats dotés d'armes nucléaires devraient s'engager à ne pas être les premiers à utiliser d'armes nucléaires, quelles que soient les circonstances, et à ne pas utiliser ni menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires ou contre des zones exemptes d'armes nucléaires. Sur cette base et avec la participation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires, il faudrait conclure une convention internationale pour assurer l'interdiction de l'utilisation de ces armes.

4. Il devrait y avoir une réduction simultanée et équilibrée et une destruction sur place des missiles nucléaires à moyenne portée déployés en Europe et en Asie par les Etats-Unis et l'Union soviétique.

5. Parallèlement à la réduction des armes nucléaires, il devrait y avoir une réduction radicale des armes classiques. Les armes classiques devraient servir exclusivement à assurer la légitime défense des pays et non à menacer la sécurité d'autrui.

6. L'espace ne devrait être utilisé qu'à des fins pacifiques, au profit de toute l'humanité. Aucun pays ne devrait mettre au point, essayer ou déployer d'armes spatiales, sous quelque forme que ce soit. Un accord international sur l'interdiction complète des armes spatiales devrait être négocié et conclu dès que possible.

7. Une convention internationale sur l'interdiction complète et la destruction totale des armes chimiques devrait être conclue sans tarder. En attendant, tous les pays capables de fabriquer des armes chimiques devraient s'engager à ne jamais utiliser de telles armes et à en arrêter les essais, la fabrication, le transfert et le déploiement.

8. Pour que la réduction des armements soit effectivement réalisée, il est essentiel que les accords de désarmement prévoient les mesures efficaces de vérification qui s'imposent.

(M.Qian Jiadong, Chine)

9. Concernant la sécurité de tous les pays, la question du désarmement ne devrait pas être le monopole de quelques grandes puissances. Les accords de désarmement conclus entre elles ne doivent pas mettre en péril les intérêts des autres pays. Grands ou petits, forts ou faibles militairement, tous les pays devraient avoir les mêmes droits de participer à l'examen et au règlement des problèmes liés au désarmement.

Le Premier Ministre Zhao a fait remarquer que la position et les vues du Gouvernement chinois, telles qu'elles ont été exposées ci-dessus, tiennent compte des vœux de tous les pays et des points de vue de toutes les parties intéressées. La Chine appuie toutes les propositions vraiment susceptibles de conduire au désarmement et est prête à poursuivre ses efforts, pour promouvoir, de concert avec d'autres pays, de réels progrès sur la voie du désarmement.

Cet important discours du Premier Ministre Zhao a montré une fois de plus la sincérité du Gouvernement chinois en ce qui concerne le désarmement et l'importance qu'il attache à cette question. Pour faciliter l'examen ultérieur de ce discours par d'autres délégations, des exemplaires du texte intégral ont été distribués et je n'en donnerai donc pas lecture ici.

Avec votre permission, Monsieur le Président, je parlerai maintenant des armes chimiques.

L'interdiction des armes chimiques est l'un des points prioritaires de l'ordre du jour de cette Conférence. A sa quarantième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus une résolution priant instamment la Conférence du désarmement d'accélérer ses négociations en vue de s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée d'élaborer une convention sur l'interdiction des armes chimiques. Cela témoigne une fois de plus du vif désir de la communauté internationale de voir éliminées à tout jamais de la Terre ces armes horribles. La dure réalité - aujourd'hui, plus de 60 ans après la signature du Protocole de Genève, on utilise encore des armes chimiques - rend cette question d'autant plus urgente.

Par comparaison à d'autres points, celui de l'interdiction des armes chimiques est vraiment le plus prometteur. Le travail effectué ces quelques dernières années s'est concrétisé par des progrès dans les négociations sur les armes chimiques. Nous disposons déjà de la structure préliminaire de la future convention. Pour ce qui est d'un certain nombre de questions depuis longtemps controversées, les divergences se sont progressivement atténuées dans certains cas et un consensus se dégage dans d'autres. Quant à la portée de l'interdiction, toutes les parties sont essentiellement convenues qu'elle devrait couvrir l'interdiction de l'utilisation et que les principes, objectifs et obligations reconnus au titre du Protocole de Genève de 1925 devraient être réaffirmés dans la convention. Pour ce qui est de la destruction des stocks d'armes chimiques, le principe d'inspections continues sur place est généralement accepté. A la reprise de la session, en janvier, une approche intégrée a été adoptée pour l'établissement de la liste des produits chimiques pertinents. Nous avons ainsi été libérés, en ce qui concerne l'élaboration des listes et des critères, d'un désaccord vieux

(M. Qian Jiadong, Chine)

de trois ans sur la question de savoir "ce qui doit venir en premier, la poule ou l'oeuf". Tout cela prouve que pour peu que toutes les parties veuillent sincèrement aplanir leurs divergences, dans un esprit de compréhension mutuelle et de compromis, il est possible de faire progresser les négociations.

Depuis le début de la session actuelle se sont produits certains faits nouveaux qui favorisent nos négociations. Il ne nous a pas fallu longtemps pour rétablir le Comité spécial et les trois groupes de travail et pour adopter par voie de consultation leurs programmes de travail respectifs. De nombreuses délégations ont manifesté une vive satisfaction dans leurs déclarations sur ce point. Quelques-unes ont présenté ou présenteront de nouveaux documents de travail. La délégation canadienne a préparé spécialement pour la Conférence un recueil de tous les documents sur les armes chimiques parus de 1983 à 1985 ainsi qu'un Manuel pour les enquêtes sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques ou biologiques. Par ailleurs, on a constaté que les deux Etats dotés des arsenaux d'armes chimiques les plus importants s'étaient déclarés prêts à accélérer les négociations sur la convention et à contribuer par le biais de leurs pourparlers bilatéraux à la solution des problèmes qui se posent dans le cadre des négociations multilatérales. Il est certain que tous ces faits nouveaux sont encourageants. On a toutes les raisons de s'attendre à ce que le Comité spécial des armes chimiques fasse de nouveaux progrès cette année dans son travail, sous la conduite éclairée de son président, l'Ambassadeur Cromartie du Royaume-Uni, et sous celle des présidents des trois groupes de travail ainsi que grâce aux efforts conjugués de toutes les délégations.

Nous ne saurions, bien sûr, nous déguiser que la tâche qui nous attend reste très lourde. Des désaccords subsistent sur un certain nombre de questions et il en est d'autres qui n'ont pas encore été traitées en profondeur. Il reste beaucoup à faire pour régler tout cela. En vue de faciliter les progrès des négociations en cours, la délégation chinoise tient à présenter des observations sur les questions suivantes :

1. Listes des produits chimiques. Bien qu'à la reprise de la session, au mois de janvier, on soit parvenu à adopter une approche intégrée pour les listes de produits chimiques considérés, ces listes n'ont après tout qu'un caractère préliminaire et doivent encore être complétées dans le cadre de nouveaux examens. A cet égard, un nouvel aspect qui mérite de retenir l'attention est le régime auquel sont soumises les diverses catégories de produits chimiques. Il s'agit d'une question qui - et non sans raison - préoccupe de nombreuses délégations. En effet, faute de connaître le régime des produits chimiques énumérés, il serait difficile de juger si la classification des produits chimiques est rationnelle, et cela amènerait probablement une autre série de débats stériles. Nous sommes très satisfaits de constater que déjà le Groupe de travail compétent a adopté l'approche appropriée qui consiste à examiner ensemble listes, critères et régimes. L'approche globale en vue de l'élaboration de régimes pour les produits chimiques présentée en 1985 par la délégation suédoise (CD/632), et qui prévoit trois régimes différents selon les produits chimiques, mérite d'être étudiée soigneusement et retenue.

(M. Qian Jiadong, Chine)

2. Identification des installations de fabrications d'armes chimiques. Cette question a été utilement débattue au cours de la reprise de la session en janvier et il convient de l'étudier plus avant. La plupart des travaux portaient sur les critères à retenir pour définir ce qu'on entend par installation de fabrication d'armes chimiques ainsi que sur la question de savoir s'il était préférable d'adopter des critères plus larges ou plus restreints. Nous avons toujours été d'avis que seules les installations et les unités technologiques qui servent exclusivement à la fabrication d'agents de guerre chimique et de leurs précurseurs clefs n'ayant aucune utilisation pacifique devaient être définies comme des installations de fabrication d'armes chimiques, afin de ne pas élargir à l'excès la portée des critères, en effet, une portée trop étendue n'est pas de nature à assurer l'efficacité de la future convention. L'une des conceptions proposées tend à englober également les installations de fabrication de produits à double fin et à fonder l'identification sur le rapport entre la quantité de produits destinés à des fins pacifiques et à des fins d'armes chimiques. A notre avis, cette distinction donnerait lieu à de nombreuses difficultés difficiles à surmonter, dont l'une tient à ce que, pour diverses raisons, la demande de produits civils peut varier d'une année à l'autre. Si l'identification est basée sur le pourcentage affecté aux produits, sur quelles données annuelles se fondera-t-on pour élaborer des normes ? Et comment tiendra-t-on compte de l'évolution économique et scientifique future ? Nous pensons donc qu'en ce qui concerne les installations de fabrication de produits à double fin, la procédure la plus appropriée consisterait à exercer une surveillance et un contrôle dans le cadre du système de vérification de la non-fabrication d'armes chimiques.

3. Définition des armes chimiques et destruction des stocks d'armes chimiques. Afin d'éliminer une fois pour toutes la menace de guerre chimique, la destruction des stocks d'armes chimiques existants devrait être le premier objectif de la future convention; parallèlement, il conviendrait d'établir des régimes efficaces pour les produits chimiques qui peuvent être utilisés à des fins d'armes chimiques en raison de leurs propriétés physiques et chimiques, afin d'empêcher l'apparition de nouveaux types d'armes chimiques. Il faut pour cela élaborer une définition scientifique des armes chimiques. A cet égard, nous avons toujours proposé d'utiliser la notion d'"agents de guerre chimique". En effet, cette formule concise reflète clairement le critère le plus important dans l'élaboration de la convention, à savoir le critère de destination générale. En outre, cette notion suppose elle-même des critères techniques objectifs permettant de juger si un produit chimique toxique peut être utilisé à des fins hostiles. Elle couvre donc tous les produits chimiques toxiques qui peuvent servir à des fins hostiles, tant ceux qui existent déjà que ceux qui peuvent apparaître à l'avenir, en fait, elle est couramment employée depuis de nombreuses années, sur le plan international. Cependant, certaines délégations se sont toujours opposées à ce qu'on l'utilise dans la convention. Au cours des deux dernières années, nous avons adopté une approche relativement souple et sommes convenus d'employer d'autres expressions, en exposant nos vues dans une note de bas de page. Cependant, lors des débats de l'an passé, il nous est apparu que, dans l'élaboration de la définition des armes chimiques, l'emploi d'expressions neutres ne pouvant répondre au critère de destination générale pouvait aisément prêter à

(M. Qian Jiadong, Chine)

confusions et malentendus. Nous espérons que, s'agissant de la question de la définition, les travaux se poursuivront afin qu'on arrive à une solution satisfaisante pour tous.

En ce qui concerne la destruction des stocks d'armes chimiques, nous avons dans notre document de travail CD/443, qui a été présenté en 1984, proposé que, afin d'éliminer aussitôt que possible la menace que la guerre chimique fait peser sur l'humanité, les Etats en possession d'armes chimiques détruisent d'abord les stocks d'armes les plus toxiques et les plus dangereuses. En 1985, nous avons soumis le document CD/605 concernant la question de la destruction, dans lequel nous avons proposé que les Etats parties détruisent leurs stocks d'armes chimiques proportionnellement et par phases successives, et nous avons également introduit la notion d'"équivalent stocké des agents de guerre chimique", ainsi qu'une formule de calcul qui tient compte à la fois de l'ampleur des stocks et de l'intensité toxique pour déterminer la quantité à détruire. Nous sommes très heureux que ce document ait été bien reçu. Nous continuerons de travailler en coopération avec d'autres délégations afin de l'améliorer encore. Nous sommes également disposés à étudier les suggestions appropriées que pourraient offrir d'autres délégations.

4. Vérification. Il s'agit d'une question clef pour l'élaboration de la future convention et l'on peut même dire qu'elle présente une importance décisive pour parvenir à un accord sur la convention. Il est encourageant d'observer que les opinions des diverses parties semblent converger quant à la vérification du processus de destruction. Depuis 1984, il est en principe convenu que la destruction des stocks d'armes chimiques doit s'effectuer sous une surveillance rigoureuse, à l'aide d'un système régulier d'inspections internationales sur place. Nous pensons qu'il est temps de commencer dès maintenant à élaborer des procédures spécifiques de vérification. Plusieurs délégations ont déjà présenté sur cette question des documents qui peuvent servir de base à nos travaux.

La vérification par mise en demeure, ou l'établissement des faits, a toujours été la question la plus épineuse. Si les pays intéressés campent sur leurs positions respectives et continuent à se lancer des accusations, tout progrès des négociations est hors de question. La Chine a toujours estimé que la vérification devait être rigoureuse et efficace, tout en étant appropriée et rationnelle. La résolution adoptée par consensus sur la question de la vérification lors de la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies insiste également sur ce point : "tout doit être fait pour mettre au point des méthodes et procédures appropriées qui soient non discriminatoires et qui ne constituent pas une ingérence indue dans les affaires intérieures d'autres Etats ni n'entravent leur développement économique et social". A notre avis, puisque toutes les parties ont approuvé ce principe directeur, il ne devrait pas être difficile de trouver une solution acceptable pour tous, si les pays en ont la volonté sincère. Le document de travail CD/664, intitulé "Etablissement des faits dans le cadre de la future convention sur les armes chimiques" et soumis récemment par la délégation pakistanaise, représente un effort louable pour concilier les positions divergentes; il mérite d'être étudié sérieusement.

(M. Qian Jiadong, Chine)

Le Gouvernement chinois a toujours attaché de l'importance à l'interdiction des armes chimiques. Conformément à la proposition énoncée dans la déclaration du Premier Ministre Zhao Ziyang, la délégation chinoise n'épargnera aucun effort pour que soit rapidement conclue la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Chine pour sa déclaration et pour les aimables paroles adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant du Royaume-Uni, Monsieur l'Ambassadeur Cromartie.

M. CROMARTIE (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, nous abordons aujourd'hui les deux semaines de notre programme de travail consacrées à l'examen en séance plénière de la question des armes chimiques, sur laquelle portera ma déclaration. J'aimerais tout d'abord formuler quelques observations sur des événements récents, extérieurs à la Conférence et qui ont fait l'objet d'un rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et d'une déclaration du Conseil de sécurité. Le 21 mars, le Gouvernement du Royaume-Uni a publié une déclaration à ce sujet, le texte en est le suivant :

"Le Gouvernement de Sa Majesté appuie sans réserve la déclaration du Conseil de sécurité au sujet du rapport de la mission envoyée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enquêter à propos de l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit irano-iraquien.

Ce rapport a montré que les forces irakiennes avaient utilisé des armes chimiques contre les forces iraniennes. Nous regrettons profondément qu'il ait été clairement établi que l'Iraq a violé le Protocole de Genève de 1925, qui prohibe l'emploi de telles armes.

En même temps, nous partageons pleinement les préoccupations exprimées dans la déclaration au sujet du risque d'extension du conflit et nous souscrivons pleinement à l'appel qui a été lancé pour que soit respectée l'intégrité territoriale des Etats voisins. Nous appuions aussi pleinement l'appel lancé en vue de la cessation immédiate des hostilités, qui ouvrirait la voie à un arrêt réglé et complet de ce tragique conflit."

Il s'agit là du commentaire officiel du Royaume-Uni sur ces événements et vous avez certainement entendu ce qu'avaient à dire d'autres pays, tant à la Conférence qu'à l'extérieur. Quelles que puissent être les divergences de vues ou d'accent parmi les délégations représentées ici, je pense que ces événements tragiques sont porteurs, pour la Conférence, d'un message qui est clair : le Protocole de Genève de 1925, qui depuis 60 ans constitue un solide bastion contre les horreurs de la guerre chimique, a besoin d'être étayé par une interdiction complète de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et par la destruction des armes chimiques qui existent déjà. Depuis longtemps, le consensus à la Conférence est que nous avons pour tâche commune d'élaborer une convention multilatérale à cette fin. Dans les négociations détaillées qui se sont déroulées au cours des quatre dernières années, la Conférence a déjà accompli un progrès considérable sur la

(M. Cromartie, Royaume-Uni)

voie de la réalisation de cet objectif commun et, en ma qualité de Président du Comité spécial, je tiens à rendre hommage à mes prédécesseurs pour des contributions majeures qu'ils ont apportées à l'identification du terrain d'entente qui existe maintenant au sein de la Conférence sur ce sujet.

En 1984, sous la présidence de l'Ambassadeur Ekeus, on a établi une structure d'articles pour une convention et identifié, à l'intérieur de cette structure, un vaste terrain d'entente en ce qui concerne les questions de fond, dont une partie sous la forme d'un texte de traité qui bénéficie d'un consensus provisoire. Au cours de la session de 1985, de nouveaux progrès ont été réalisés sous la présidence de l'Ambassadeur Turbanski, de la Pologne.

J'aimerais profiter de l'occasion qui m'est ici donnée de lui dire, et au nom de ma délégation et en celui du Comité spécial des armes chimiques, combien nous regrettons que sa maladie l'empêche d'être des nôtres aujourd'hui et que nous lui souhaitons un prompt rétablissement. Nous lui sommes tous redevables pour les rapports du Comité spécial contenus dans les documents CD/636 et CD/651, qui constituent les fondements des travaux du Comité spécial cette année.

En tant que Président actuel de ce Comité, j'aimerais rendre compte brièvement de la situation présente.

Comme les deux années précédentes, le Comité spécial a créé trois groupes de travail, qui ont fait rapport hier au Comité sur leur premier mois de travail. Pour la première fois, les responsabilités ont été réparties entre les groupes de travail sur la base des articles numérotés du projet de convention. Sous la présidence de M. Rowe, de l'Australie, le Groupe de travail A est chargé des articles II et VI du projet de convention. Il a axé son attention sur l'article VI et, en particulier, sur les listes de substances présentant de l'intérêt pour une convention sur les armes chimiques et sur les régimes à leur appliquer. Sous la présidence de M. Poptchev, de la Bulgarie, le Groupe de travail B est chargé des articles III, IV et V du projet, et il a axé sa tâche sur les deux premiers articles concernant les régimes relatifs à la déclaration et à la destruction des stocks existants d'armes chimiques. Sous la présidence de M. Wisnoemoerti, de l'Indonésie, le Groupe de travail C est chargé des articles premier, VII, VIII et IX du projet et de la question des herbicides. Pour commencer, ce Groupe de travail s'attache à l'article VIII relatif au Comité consultatif et à ses organes connexes, qui fourniront le cadre institutionnel pour superviser l'application de la convention. Il me semble important qu'il y ait une base institutionnelle internationale crédible pour contribuer à instaurer la confiance internationale qui sera nécessaire pour faire entrer en vigueur la convention que nous sommes en train de négocier et pour la mettre à l'abri des pressions auxquelles elle sera exposée. Les institutions créées par la Convention seront importantes en ce qu'elles fourniront une base multilatérale pour les consultations, la coopération et l'établissement des faits, conformément à l'article IX. Il sera également important de fournir le cadre d'une supervision internationale pendant la période transitoire de l'élimination des armes chimiques et des installations de fabrication existantes prévue aux articles III, IV et V de la convention. Enfin, et cet aspect n'est pas le moindre, il sera important qu'il y ait en permanence une organisation efficace pour donner l'assurance, conformément à l'article VI de la convention, que l'industrie chimique civile n'est pas détournée de ses fins

M. Cromartie, Royaume-Uni)

pour la fabrication clandestine d'armes chimiques. Je suis sûr qu'il est juste d'oeuvrer indépendamment à l'élaboration de ces éléments de la convention au sein des trois Groupes de travail, mais j'aimerais profiter de cette occasion pour souligner l'interdépendance des travaux. Pour que la convention inspire confiance, il faudra pouvoir s'appuyer sur une combinaison de méthodes de vérification dont la mise en oeuvre nécessitera une organisation efficace.

Les rapports présentés hier par les Présidents des trois Groupes de travail à la réunion du Comité spécial et les échanges que ma propre délégation a eus avec d'autres dénotent un meilleur esprit de coopération dans la négociation de la convention et un espoir accru d'atteindre l'objectif dans un avenir prévisible. Un facteur important a été la déclaration commune faite en novembre dernier, lors de la réunion au sommet : le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev ont réaffirmé qu'ils étaient favorables à une interdiction générale et complète des armes chimiques et à la destruction des stocks existants de ces armes, et ils sont convenus d'accélérer les efforts pour conclure une convention internationale efficace et vérifiable à ce sujet. Cette déclaration d'intention commune est très importante pour la Conférence et je continuerai de la rappeler à mes deux voisins à cette table. Toutefois, je tiens à souligner que ce que nous négocions est une convention multilatérale, à laquelle tous les pays représentés ici et tous ceux de l'extérieur puissent adhérer. Cette négociation est un test crucial de l'efficacité dans la pratique de la négociation multilatérale d'accords internationaux dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Si nous relevons ensemble ce défi et que nous concluons une convention, ce sera la première réalisation concrète de la Conférence sous sa forme présente. En tant que Président du Comité spécial, je n'épargnerai aucun effort pour y parvenir.

M. MEISZTER (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous dire combien ma délégation est heureuse de vous voir présider la Conférence et de vous offrir tout notre appui et toute notre coopération. Je tiens aussi à adresser notre sincère appréciation et des remerciements bien mérités à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Butler, de l'Australie, qui au cours du premier mois a présidé nos débats avec sagesse et efficacité.

Je consacrerai ma déclaration d'aujourd'hui à quelques aspects liés au point 5 de notre ordre du jour - Prévention d'une course aux armements dans l'espace. Aux yeux de mon Gouvernement, c'est là un point d'une haute importance, non seulement pour les grandes puissances activement engagées dans des activités spatiales mais aussi pour toute la communauté des nations, quels que soient leur dimension ou leur situation géographique, leur degré de développement ou leur ligne politique. Il s'agit d'une question dont il est beaucoup débattu dans tous les milieux politiques et qui pourtant, pour diverses raisons spécifiques, n'a pas reçu l'attention qu'elle méritait dans cet unique forum multilatéral de négociation sur le désarmement.

Prévenir une course aux armements dans l'espace est à coup sûr, et par excellence, une tâche qui doit se mener simultanément à l'échelon bilatéral et multilatéral. Aussi la solution doit-elle être recherchée, parallèlement,

(M. Meiszter, Hongrie)

à ces deux niveaux. La possibilité d'une "pointe soudaine" de l'un des deux forums participant à cette double "course" ne devrait pas être source d'alarme, car l'avantage temporaire de l'un ne peut qu'inciter l'autre à redoubler d'efforts.

La Hongrie, on le sait, n'est pas une puissance spatiale. Notre participation à des programmes collectifs d'exploration et d'utilisation de l'espace n'est possible que grâce à l'aide amicale d'une puissance effectivement spatiale. Vu le caractère de ces programmes et, d'ailleurs, nos propres intentions, notre participation aux activités spatiales est par nature strictement pacifique. Qu'on me permette de rappeler que le cosmonaute hongrois qui a participé à un vol spatial avait essentiellement pour tâche d'effectuer des expériences à l'aide d'un instrument de conception hongroise, dont l'objectif était de mesurer et de consigner les capacités productives de l'homme dans l'espace.

Il m'a paru bon de mentionner tout cela pour souligner que je ne m'arroe pas l'autorité d'un expert des questions spatiales et que mes remarques sont le produit d'un examen mesuré et pragmatique des événements qui se sont produits au cours des quelques dernières semaines.

Le tragique accident de la navette spatiale Challenger nous a tous émus et a alimenté nos méditations et notre réflexion. Nous sommes tous conscients, il va de soi, des dangers que présente toute activité de recherche, les incidents ne sont pas à exclure et, à l'occasion, le prix à payer se traduit en vies humaines. Quoi qu'il en soit, cette nouvelle nous a profondément troublés. Nous n'avons pas la moindre intention d'exploiter ce triste événement pour nous livrer à des spéculations, mais il nous est tout simplement impossible de ne pas nous y arrêter pour tirer certaines conclusions.

La navette spatiale est devenue un exemple de la technologie arrivée à son plus haut degré d'ingéniosité. Elle représente ce que la technologie a de plus avancé à offrir. Elle incorpore le travail de millions de personnes de la plus haute compétence, tant aux Etats-Unis qu'ailleurs, qui ont participé à sa conception, à sa construction et à son fonctionnement. Le calcul du moment de lancement optimal a été effectué avec soin plusieurs mois à l'avance et les personnalités les plus éminentes de la recherche spatiale et de ses applications aux Etats-Unis ont personnellement assisté au lancement. Or malgré ce palmarès vraiment impressionnant, l'accident tragique a bien eu lieu.

Essayons maintenant de donner libre carrière à notre imagination et d'envisager la réalisation du rêve qui a pour nom "Initiative de défense stratégique" et qui exige le fonctionnement en pleine coordination et sans la moindre défaillance, à quelque moment et en quelque circonstance que ce soit, non pas d'un mais de centaines et de centaines de systèmes similaires voire même plus complexes. Imaginons un tel système et que le lancement du nombre incalculable d'éléments qui le composent ne se produise pas au moment optimal selon les calculs et sous la supervision directe de légions de chercheurs et d'ingénieurs. Qui, à l'heure actuelle, pourrait prédire quel est le nombre d'éléments de ce système qui suivrait la même voie et connaîtrait le même sort

(M. Meiszter, Hongrie)

que la navette Challenger ? Le même sort, mais avec une différence de taille : ces éléments ne s'écraseraient pas dans l'océan mais très probablement sur des territoires peuplés et, pas nécessairement, sur le territoire pris pour cible, de surcroît, il ne s'agirait pas là de cabines spatiales, abritant des êtres innocents.

En science et en technologie, les résultats inattendus, le progrès radical et les innovations imprévues ne sont pas, bien sûr, inconcevables. Cependant, il ne faut pas se déguiser que, dans le domaine de la recherche où doivent s'élaborer les éléments et les ensembles qui constitueront l'Initiative de défense stratégique, d'insurmontables obstacles semblent se profiler. Il faudrait mettre sur orbite, sur la base des connaissances scientifiques actuelles ou de celles dont on disposera dans un proche avenir, des objets ayant quelque 100 mètres de long et pesant des milliers de tonnes. Or même les prévisions les plus optimistes ne permettent pas de penser que ces plans puissent être crédibles dans moins d'un demi-siècle. Et il y a aussi le problème que pose l'implantation dans l'espace d'une source d'où émaneraient d'immenses bouffées d'énergie, ou bien celui des soi-disant "ordinateurs miracles" qu'il faudrait pour commander et contrôler toutes les composantes de ce système - sans qu'on ait jamais pu procéder à des essais en milieu réel. Les essais théoriques, simulés à l'aide d'ordinateurs, ne pourront jamais reproduire tous les aléas de la vie.

Tout cela ne fait qu'illustrer les dangers auxquels le Gouvernement des Etats-Unis s'apprête à exposer le monde en prenant les mesures qu'il prévoit pour réaliser son Initiative de défense stratégique.

Mais supposons un instant qu'il soit possible de réaliser pour l'IDS un système pleinement automatisé. Quelles garanties y a-t-il qu'il fonctionne sans défaillance possible, à l'abri de toute erreur ? Entre 1981 et 1985, plus de 100 attaques par missile contre les Etats-Unis ont été annoncées sur les écrans des ordinateurs militaires américains. Heureusement, on a dans tous les cas disposé d'assez de temps pour vérifier ce qu'il en était et établir que les alertes en question étaient dues à des erreurs d'ordinateur. Il a fallu parfois jusqu'à 30 minutes pour déterminer qu'un signal était faux. Encore disposait-on de cette marge de temps pour empêcher que des boutons ne soient pressés. Or cette possibilité est maintenant une chose du passé. Le déploiement actuel des systèmes d'armement fait que déjà on n'a plus que de 6 à 10 minutes pour établir qu'un signal est faux. Dans le cas de l'IDS envisagée, cette marge de sécurité serait réduite à des secondes. Et rien n'a encore été dit des problèmes suivants : la séquence de lancement de la navette spatiale a demandé quelque 10 000 lignes de programmes-machines. Pour le logiciel de la "guerre des étoiles", il faudrait vraisemblablement des dizaines de millions de lignes. Et comment imaginer qu'on puisse élaborer un programme de plusieurs dizaines de millions de lignes sans que s'y glisse ici ou là une erreur qui, dans l'exécution, pourrait avoir d'imprévisibles "ricochets" ?

Toutefois, ce n'est pas seulement le moment de l'exécution qui est gros de risques. La période de transition, au cours de laquelle les Etats-Unis envisagent une combinaison d'aspects offensifs et défensifs, pourrait durer 10, 20 ou 30 ans. De l'avis de nombreux spécialistes, ce pourrait être

(M. Meiszter, Hongrie)

là une période bien plus dangereuse et instable que toutes celles que nous avons vécues jusqu'ici. Il n'est que naturel que l'Union soviétique se voie contrainte, à moins que les Etats-Unis n'abandonnent leur projet, de mettre sur pied un programme analogue ou un contre-programme. Dans les deux cas, toute la période d'élaboration, où abonderont des aspects extrêmement complexes et incertains, se caractérisera par des avantages temporaires pour l'une ou l'autre partie, dans un secteur ou dans un autre. Comme on ne peut s'attendre que règne même un minimum de confiance pendant une période où une nouvelle course aux armements serait imposée à l'Union soviétique, chaque partie verrait dans tout avantage temporaire revenant à l'autre une menace directe à sa propre sécurité. Une déstabilisation constamment fluctuante deviendrait donc la règle. Là est le danger réel et, malheureusement, le danger imminent.

Quelles conséquences faut-il tirer du tragique accident de Challenger pour ce qui est de l'Initiative de défense stratégique ?

Premièrement, ce que cette catastrophe doit nous apprendre c'est que la race humaine tout entière se presse dans un vaisseau spatial et que le temps de décision pour corriger les erreurs se compte désormais en secondes.

Deuxièmement, cette tragédie doit rappeler au monde qu'en dépit des précautions les plus systématiques il peut se produire des accidents lorsqu'on manipule des technologies de pointe.

Troisièmement, la navette spatiale Challenger nous rappelle une fois de plus que nous sommes à la merci de machines, d'une course aux armements qui reste incontrôlée, que les dangers que nous courons sont question de secondes.

La grande question qui se pose est simple : Où situer le point de non-retour ? Mais y répondre est difficile. Or, cette réponse, il faut la trouver, avec précision et sans plus tarder. Quand je parle de "point de non-retour", je ne pense pas à quelque chose qui serait défini dans le temps. Je ne pense pas qu'on puisse ou doive définir cela ainsi. La seule définition viable réside dans le processus lui-même. Aussi la question est-elle de savoir si ce processus a déjà atteint le point de non-retour. A mon sens, la ligne de démarcation se situe entre la prévention et la cessation. Je pense que le processus sera réversible aussi longtemps que la prévention restera possible. L'histoire des négociations sur le désarmement et la limitation des armements nous montre que ces deux phases ne présentent pas les mêmes difficultés. Il suffira d'évoquer ici les obstacles dressés à propos de réductions effectives des armements et de mesures de désarmement ou de rappeler le nombre d'années qu'on a consacrées à des pourparlers sur le retrait de quelque 11 500 et 6 500 soldats, respectivement, la "marge de sécurité" pour chaque partie se situant aux alentours d'un million d'hommes.

Pour le monde, la prévention est donc non seulement moins difficile mais aussi plus sûre pendant que sont menées des négociations. Encore faut-il qu'on en mène. Or les avis sont pratiquement unanimes : pour prévenir une course aux armements dans l'espace, il faut engager sans tarder des négociations. Les ingrédients nécessaires sont ou bien à portée de main ou bien peuvent se trouver sans difficulté.

(M. Meiszter, Hongrie)

D'une part, la Conférence est saisie d'un projet de traité - que la délégation de l'Union soviétique a présenté en 1983 - touchant l'interdiction de l'emploi de la force dans l'espace extra-atmosphérique et à partir de l'espace contre la Terre. Plus récemment, l'Union soviétique également a présenté une autre proposition importante visant à la conclusion d'un accord international pour garantir l'immunité des objets spatiaux.

D'autre part, le forum de négociation nécessaire reste encore à créer. Le Comité spécial que la Conférence est parvenue à instituer l'année dernière s'est acquitté de l'importante tâche de passer en revue la situation actuelle en ce qui concerne l'espace en général, les menaces qui pèsent sur son utilisation pacifique et la nécessité de parer à ces menaces. Ce qu'il faut faire est évident; reconstituer le Comité spécial pour engager des négociations de fond, comme le prévoit la résolution 40/87 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ma délégation, qui a clairement exposé sa position sur un certain nombre de questions au cours des travaux du Comité l'an dernier, a l'intention de participer activement cette année aussi à des négociations constructives. Nous vous demandons donc instamment, Monsieur le Président, d'intensifier les consultations visant à un accord sur la création du Comité spécial, de sorte que les travaux puissent commencer avant la fin du mois.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Hongrie pour sa déclaration et pour les aimables paroles adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, Monsieur l'Ambassadeur Tellalov.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, ma délégation avait l'intention de consacrer sa déclaration d'aujourd'hui exclusivement au point 5 de l'ordre du jour. Malheureusement, les médias ont annoncé que le samedi 22 mars les Etats-Unis avaient procédé à un essai d'arme nucléaire à leur polygone d'essais au Nevada. Il est manifestement apparu qu'il s'agit d'une expérience destinée à essayer un prototype initial d'ogive nucléaire destinée au nouveau missile intercontinental "Midgetman".

C'est un euphémisme que de dire qu'il s'agit en l'occurrence d'un "événement" regrettable. Ce n'est pas un essai nucléaire ordinaire que l'on peut passer sous silence. Il s'agit d'une explosion nucléaire qui porte un coup sévère aux espoirs de la communauté internationale de voir s'instaurer un moratoire commun soviéto-américain sur les armes nucléaires en tant que premier pas vers la conclusion d'un accord sur une interdiction générale et complète des essais. Il s'agit d'un acte de défi à l'égard de l'opinion publique mondiale, d'un acte qui fait fi des nombreux appels lancés par la majorité des gouvernements dans la Déclaration finale de la Troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, dans des résolutions de la 40ème session de l'Assemblée générale ainsi que dans le message commun en date du 28 février dernier adressé par les dirigeants de l'Argentine, de l'Inde, du Mexique, de la Tanzanie, de la Suède et de la Grèce.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Il nous apparaît que le moment choisi pour l'essai nucléaire des Etats-Unis n'a d'autre signification politique que de marquer la volonté américaine de mettre en échec tous efforts visant à établir un moratoire et à créer un climat propice pour des négociations sur un traité d'interdiction des essais nucléaires. Il ne faut pas oublier les faits tels qu'ils sont.

Le 6 août 1985, l'URSS a proclamé un moratoire unilatéral jusqu'au 31 décembre 1985. Ce moratoire s'étendait à toutes les explosions nucléaires soviétiques, qu'elles fussent destinées à des fins militaires ou pacifiques. Bien que le Gouvernement des Etats-Unis n'ait pas réagi de façon réciproque, l'Union soviétique a prolongé son moratoire jusqu'au 31 mars de cette année. De plus, dans la réponse du Secrétaire général M. Gorbatchev au message des dirigeants de l'Argentine, de l'Inde, du Mexique, de la Tanzanie, de la Suède et de la Grèce, il était dit explicitement que le moratoire de l'Union soviétique demeurerait en vigueur après le 31 mars et ce jusqu'à la première explosion nucléaires aux Etats-Unis.

A notre avis, le dernier essai nucléaire américain devrait être considéré et évalué en tenant compte de la position constructive et flexible adoptée par l'URSS. Voilà plus de sept mois maintenant que dure le moratoire de l'Union soviétique, aux dépens de sa propre sécurité et de celle de ses alliés. La Conférence n'ignore pas que l'URSS est prête à mener des négociations sur n'importe quelle base, qu'elle soit bilatérale, tripartite ou multilatérale. L'Union soviétique s'est déclarée prête à examiner toutes mesures de vérification, qu'elles soient nationales ou internationales, y compris des inspections sur place. Mais les Etats-Unis ont décidé de montrer qu'ils n'étaient prêts qu'à une compétition dans l'exécution d'essais nucléaires.

Il ne faut pas négliger le fait que, depuis nombre d'années, l'opinion publique aux Etats-Unis est favorable à la cessation des essais nucléaires. Tout récemment, la Chambre des représentants a adopté une résolution demandant instamment à l'Administration des Etats-Unis de "reprendre sans délai des négociations avec l'URSS au sujet d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires". Vendredi, à la veille du dernier essai nucléaire aux Etats-Unis, 60 sénateurs et députés américains ont demandé au Président Reagan de s'abstenir de procéder à l'essai nucléaire prévu. Mais cela s'est révélé inutile.

Le Gouvernement des Etats-Unis a fait fi aussi bien de l'opinion publique américaine que de l'opinion publique mondiale. Il a confirmé une fois de plus sa répugnance à prendre une première mesure pratique et véritablement indispensable pour ralentir, arrêter et inverser la course aux armements nucléaires. A notre avis, il n'est guère surprenant que la Conférence du désarmement se trouve dans une impasse à propos du point 1 de son ordre du jour, bien que le Groupe de pays socialistes, le Groupe des 21 et la Chine aient tous fait preuve de beaucoup de souplesse dans la recherche d'un compromis acceptable pour tous. A présent, je voudrais passer au point 5 de notre ordre du jour.

Monsieur le Président, la délégation bulgare, comme l'écrasante majorité des délégations présentes dans cette salle, attache une grande importance à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Il est évident que la communauté internationale se trouve aujourd'hui face à un dilemme crucial. Ou bien elle préviendra une extension de la course aux armements à l'espace, ou bien elle devra supporter de nombreuses conséquences graves et lourdes de risques énormes pour la paix et la vie sur la Terre. La logique et le sens commun veulent à tout prix qu'on évite d'ajouter une nouvelle dimension, extrêmement dangereuse, à l'épouvantable concurrence qu'on se livre avec des moyens d'autodestruction toujours plus perfectionnés.

La tâche de prévenir une course aux armements dans l'espace est étroitement liée aux objectifs du désarmement nucléaire. Ces deux questions ne sont pas indépendantes l'une de l'autre. En termes de sécurité stratégique, ces problèmes sont comme l'avant et le revers de la même médaille. Les systèmes défensifs et les armes nucléaires offensives ont toujours été considérés comme des éléments connexes de l'équation stratégique. Le fait qu'une partie renforce sa défense stratégique est tout naturellement interprété par l'autre comme une tentative d'obtenir la supériorité stratégique. Par exemple, on pourrait logiquement établir un parallèle entre le potentiel offensif additionnel obtenu par le déploiement d'un système de missiles antimissiles et le nombre de missiles stratégiques que devrait neutraliser un tel système. La nécessité de rétablir l'équilibre se traduirait en fin de compte par l'augmentation du nombre d'armes nucléaires dans les arsenaux stratégiques et/ou par le fait d'envisager diverses autres contre-mesures.

En concluant le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles de 1972, les Etats-Unis et l'Union soviétique reconnaissaient de manière évidente qu'ils comprenaient la nature complexe de la sécurité stratégique. Ce Traité a ouvert la voie qui a conduit aux accords conclus dans le cadre des négociations SALT.

Aujourd'hui, le monde est au seuil d'une expansion sans précédent de la course aux armements dans tous les domaines, le nucléaire en particulier. Si l'on ne parvient pas à prévenir l'armement de l'espace, ce seuil sera franchi. L'établissement de défenses basées dans l'espace violera à coup sûr le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles de 1972 et suscitera une concurrence effrénée tant en ce qui concerne les armes offensives que les armes défensives sur Terre et dans l'espace. Dans les circonstances actuelles, prévenir l'extension de la course aux armements à l'espace signifie, en pratique, éliminer l'obstacle à de substantielles réductions des arsenaux nucléaires. Il est difficile d'échapper à la conclusion que ceux qui refusent de s'occuper sérieusement du problème que pose la possibilité grandissante d'un armement de l'espace ne désirent pas, en réalité, mettre un terme à la course aux armements sur la Terre, en particulier à la course aux armements nucléaires.

Lors du 27ème Congrès du Parti communiste de l'URSS, le Secrétaire général Gorbatchev a déclaré : "Il est impératif de trouver, avant qu'il ne soit trop tard, une solution réaliste garantissant que la course aux armements ne s'étendra pas à l'espace. Il n'est pas possible de permettre que

(M. Tellalov, Bulgarie)

le programme dit de la 'guerre des étoiles' soit utilisé comme un stimulant pour une nouvelle course aux armements ou comme un barrage s'opposant à un désarmement radical". Nous partageons cette façon de penser.

Le programme soviétique visant à un processus graduel de désarmement nucléaire, tel qu'il a été exposé par le Secrétaire général Gorbatchev dans sa déclaration du 15 janvier, tend à l'élimination complète de toutes les armes nucléaires avant l'an 2000. Il fournit une bonne base pour la réalisation des objectifs conjointement approuvés par l'Union soviétique et les Etats-Unis à la réunion au sommet de Genève. Se débarrasser de toutes les armes nucléaires en 15 ans est le mieux que le monde puisse espérer. Il s'agit là d'un programme équilibré et complet, qui tient compte des préoccupations majeures exprimées par les autres Etats. Leur renonciation mutuelle à la mise au point, aux essais et au déploiement d'armes de frappe spatiale, qui préviendrait une course aux armements dans l'espace, est un élément indispensable du premier stade de ce programme.

L'URSS propose un programme qui vise à assurer en 15 ans des cieux pacifiques et un monde exempt d'armes nucléaires. Pour ce qui est des Etats-Unis, il nous est des plus difficiles de voir comment concilier l'engagement qu'ils ont pris de "prévenir la course aux armements dans l'espace" et de "mettre fin à celle qui se poursuit sur la Terre" avec des programmes dont l'objet est de mettre au point, d'essayer et d'implanter des armes spatiales.

Les communiqués de presse apportent de nouvelles preuves que les recherches concernant l'Initiative dite de défense stratégique abordent une nouvelle phase. Il est alarmant qu'aux Etats-Unis les recherches passent du stade de la mise au point de technologies à des expériences majeures et que se rapproche ainsi le moment des essais et, pour finir, du déploiement.

A maintes reprises, il a été dit ici qu'une telle évolution était extrêmement dangereuse. Ma délégation pense qu'il vaut la peine de souligner encore et encore que le slogan selon lequel il faut rendre les armes nucléaires impuissantes et périmées en créant une défense sans faille est à la fois une illusion et un écran de fumée. Ce n'est pas demain que la technologie spatiale complexe qui est actuellement mise au point atteindra la perfection. L'espoir de construire un système de défense parfait semble aussi peu réaliste que le vieux rêve de la machine au mouvement perpétuel. En même temps, on ne peut ni ne devrait ignorer ou sous-estimer le fait que l'élaboration d'un bouclier spatial d'une efficacité de 40 à 50 % - éventualité qu'on ne saurait exclure - équivaudrait à l'obtention de la supériorité stratégique. En conséquence, la tentation d'utiliser d'abord l'épée nucléaire augmentera dans des proportions qui ne se prêtent pas à la moindre estimation. On ne peut en fait s'empêcher de se demander comment il est possible de concilier les objectifs et l'orientation réelle de l'Initiative de défense stratégique avec l'engagement énoncé dans la déclaration commune soviéto-américaine, aux termes de laquelle les parties "ne chercheront pas à s'assurer la supériorité nucléaire", et avec l'aveu, dans le même document, "qu'une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée".

(M. Tellalov, Bulgarie)

Même si on part de l'hypothèse que nul n'utilisera délibérément en premier les armes nucléaires, cela ne signifie pas du tout que le déploiement d'armes de frappe spatiale renforcerait la stabilité internationale. Au contraire. Indépendamment de la volonté politique de ceux qui possèdent des armes de frappe spatiale, le danger d'un holocauste nucléaire augmenterait énormément. Tous les pays, tous les peuples deviendront, progressivement peut-être mais à coup sûr, les otages de systèmes automatisés dépourvus de sagesse. Et il ne faudra que quelques minutes pour que les otages de la technologie deviennent les victimes accidentelles de la technologie. En effet, les ordinateurs prendront des décisions irréversibles, ils choisiront entre la vie et la mort sur la Terre. Il est purement et simplement insensé d'essayer de faire le départ entre l'annihilation nucléaire intentionnelle et l'annihilation nucléaire accidentelle.

A notre avis, c'est à juste titre qu'Adele Simons a dit dans le numéro du 10 février de l'International Herald Tribune : "Si les Etats-Unis continuent de jouer l'avenir de leurs enfants sur une course aux armements qui ne connaît pas de limites et sur un système d'armes basées dans l'espace qui appelle l'instabilité mondiale, alors il se pourrait bien que nous nous trouvions en face d'un champignon de feu analogue à celui qui a englouti l'équipage de Challenger, à ceci près que le processus se reproduirait partout et qu'il pourrait bien consumer le globe".

La tâche qui consiste à prévenir une course aux armements dans l'espace est complexe. Ma délégation partage l'opinion qu'il faudra beaucoup d'efforts, tant sur le plan multilatéral que bilatéral, pour identifier les terrains d'entente et élaborer ensuite des accords à l'effet de couper toutes les voies possibles à une course aux armements dans l'espace.

A notre avis, les négociations bilatérales et multilatérales ne s'excluent pas, notamment en ce qui concerne le point 5 de l'ordre du jour. Ma délégation pense qu'elles pourraient et devraient se dérouler en parallèle, se complétant et se renforçant les unes les autres.

Il nous semble que les débats qui se sont déroulés jusqu'à présent ont permis de dégager un certain nombre de domaines dans lesquels la Conférence du désarmement pourrait jouer un rôle en vue d'élaborer un accord ou des accords visant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Au cours de nos travaux passés, des délégations à la Conférence venant de divers horizons ont soutenu qu'il était nécessaire d'établir un régime pour la protection des satellites et l'interdiction des armes antisatellites. Prenant en considération la position de nombreux Etats membres de la Conférence, la délégation de l'URSS a proposé d'élaborer des mesures partielles qui renforceraient la confiance entre les Etats, touchant les activités spatiales. Ma délégation appuie la proposition soviétique visant à l'élaboration et à la conclusion d'un accord international pour assurer l'immunité des objets spatiaux. Nous pensons qu'un accord multilatéral interdisant le recours à la force contre les satellites servirait au mieux les intérêts de tous les Etats, ceux qui placent des satellites sur orbite et ceux qui utilisent les services de satellites. Les éléments de base d'un tel instrument juridique multilatéral pourraient être :

(M. Tellalov, Bulgarie)

- l'obligation pour les Etats de ne pas employer la force ou la menace de la force contre les objets spatiaux;

- l'engagement de la part des Etats de ne pas mettre au point, de ne pas essayer et de ne pas déployer de nouveaux systèmes antisatellites et d'éliminer ceux qui existent;

- des formes appropriées de contrôle et de respect des dispositions d'un tel accord.

Dans sa résolution 40/87, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié la Conférence du désarmement "de reconstituer au début de sa session de 1986, avec le mandat voulu, un comité spécial pour engager des négociations en vue de la conclusion d'un ou de plusieurs accords, selon qu'il conviendra, visant à prévenir une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects". Une proposition constructive, qui tient compte des objections de certaines délégations, a été proposée; elle consiste à créer un comité spécial doté du mandat d'examiner, de façon générale et quant au fond, les questions liées à la prévention d'une course aux armements dans l'espace en vue d'identifier les points d'entente aux fins de conclure un accord ou des accords.

Il nous semble que cette approche n'est pas incompatible avec l'opinion de quelques délégations qui considèrent que le mandat de l'an dernier du Comité spécial relatif au point 5 n'a pas été épuisé et qu'il est nécessaire de poursuivre l'examen de fond de toutes les questions. Les termes que nous employons, "en vue d'identifier les points d'entente ...", n'empêchent pas et ne peuvent empêcher le Comité spécial de poursuivre les travaux commencés l'an dernier. Ils fixent simplement un objectif qui est tout à fait normal, voire nécessaire, si on veut oeuvrer de manière solide.

Maintenant, la première partie de la session de 1986 de la Conférence du désarmement est plus près de la fin que du début. Ma délégation croit bon de dire qu'elle est vivement préoccupée par le fait qu'il ne se soit pas encore dégagé de consensus en ce qui concerne la création d'un comité spécial relatif au point 5. Cela peut sembler quelque peu étrange, mais il vaut néanmoins la peine de rappeler ce qu'a dit jeudi dernier la délégation américaine : "l'une des questions de désarmement les plus urgentes auxquelles nous ayons à faire face est celle qui est énoncée au point 5 de notre ordre du jour - la prévention d'une course aux armements dans l'espace".

La délégation bulgare pense qu'il est grand temps que certaines délégations passent de la parole aux actes.

M. DESPRES (Canada) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, les participants à ce forum n'ignorent pas que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a informé le Conseil de sécurité que, compte tenu des conclusions auxquelles était parvenue l'équipe internationale d'enquête qu'il avait envoyée dans la région, il se confirmait que l'utilisation d'armes chimiques avait repris dans la guerre du Golfe. Le 21 mars, le Président du Conseil de sécurité a publié au nom du Conseil une déclaration dans laquelle il condamnait fermement la poursuite de l'utilisation d'armes chimiques en violation du Protocole de Genève de 1925.

(M. Despres, Canada)

Dans cette déclaration, le Conseil de sécurité exige également à nouveau que les dispositions de ce Protocole soient strictement observées. C'est la troisième fois que l'on voit confirmer l'utilisation d'armes chimiques dans ce conflit. En l'occurrence, l'utilisation d'armes chimiques par les forces irakiennes contre les forces iraniennes a été confirmée et cela devrait frapper de consternation l'ensemble de la communauté internationale.

Comme on le sait, le Canada s'est intéressé de près à la question des enquêtes sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques, et nous y avons consacré beaucoup d'efforts. Au cours de la 40ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures du Canada, le Très Honorable Joe Clark, a remis au Secrétaire général un Manuel pour les enquêtes sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques ou biologiques, précisément en vue de faciliter les enquêtes du genre de celles qui ont récemment été effectuées. Le 11 mars, le Manuel a été présenté dans ce forum comme un document susceptible d'avoir son utilité à l'avenir dans le cadre d'un régime de vérification qui ferait partie de la Convention sur les armes chimiques en cours de négociation. Le Canada félicite le Secrétaire général d'avoir pris à nouveau l'initiative d'enquêter sur les dernières allégations concernant l'utilisation d'armes chimiques.

Le Canada, qui est l'un des Etats signataires du Protocole de Genève de 1925 prohibant l'emploi d'armes chimiques, est fermement opposé à l'utilisation de telles armes. Nous lançons un appel à tous les Etats signataires du Protocole de 1925, y compris les deux Etats en guerre dans le Golfe, pour qu'ils respectent leurs obligations juridiques. Nous condamnons résolument toute action qui a été menée ou pourrait l'être en violation de cet accord.

En adoptant cette position, le Gouvernement canadien ne cherche nullement à prendre parti pour l'un des Etats impliqués dans cette guerre tragique, à laquelle il faudrait mettre un terme le plus tôt possible au moyen d'une solution négociée, conformément à la résolution 582 du Conseil de sécurité. Notre souci est de maintenir et de renforcer l'autorité et l'intégrité des accords internationaux.

Nous inquiète également toute action qui aurait pour effet de saper les efforts entrepris dans ce forum pour conclure une interdiction complète et vérifiable des armes chimiques et assurer son application universelle. Les faits attestant l'utilisation récente d'armes chimiques devraient renforcer en nous le sentiment qu'il est urgent de s'acquitter de cette tâche prioritaire. Nous espérons que la communauté internationale condamnera unanimement toute utilisation future de ce type d'armes, que nous nous sommes accordés à définir comme une arme de destruction massive qu'il ne fallait pas utiliser.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la délégation soviétique consacrera son intervention d'aujourd'hui à la question de l'interdiction des essais nucléaires. Aujourd'hui cette question est déjà sortie du cadre militaire en devenant un critère du niveau de responsabilité pour le sort du monde,

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

un indicateur du désir d'adopter une nouvelle pensée politique et, en dernière analyse, une pierre de touche de la moralité et du caractère démocratique d'une politique extérieure.

L'Union soviétique applique un moratoire sur toutes les explosions nucléaires. En n'effectuant aucune explosion nucléaire, ni expérimentale, ni pacifique, depuis près de huit mois déjà, nous avons accepté d'en payer le prix aussi bien dans le domaine militaire que dans celui de l'économie nationale. La date de la fin de ce moratoire unilatéral - 31 mars - est proche, mais l'Union soviétique s'est déclarée prête à continuer de s'abstenir de procéder à toute explosion nucléaire - et ce jusqu'à la première explosion nucléaire aux Etats-Unis. La réalisation de la possibilité historique de mettre fin dès à présent aux essais nucléaires dépend maintenant des Etats-Unis.

Je dirai franchement que nous intervenons aujourd'hui avec un sentiment de profonde inquiétude pour le sort de l'humanité. On ne peut expliquer les actions des Etats-Unis à propos de la question de l'interdiction et de la cessation des essais d'armes nucléaires que par une incompréhension totale de la situation dangereuse vers laquelle nous poussent des stéréotypes périmés fondés sur l'idée d'aborder les affaires internationales à partir d'une position de force. On ne peut qualifier autrement que de défi lancé au monde entier le nouvel essai nucléaire réalisé par les Etats-Unis le 22 mars dernier sur le polygone d'essais dans l'Etat du Nevada. Cette explosion est la réponse de la Maison Blanche aux exigences de la communauté internationale, aux nombreuses résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, aux aspirations de millions et de millions d'hommes et de femmes de bonne volonté dans tous les coins de notre planète. Cette nouvelle explosion nucléaire est la réponse de la Maison Blanche à l'appel pressant des dirigeants de six Etats qui se sont adressés à un moment critique aux dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis pour qu'ils n'effectuent aucun essai nucléaire jusqu'à la prochaine réunion soviéto-américaine au sommet. Telle est, enfin, la réponse de la Maison Blanche aux exigences d'une majorité de simples citoyens américains et de représentants de diverses organisations politiques et antiguerre des Etats-Unis, ainsi qu'aux décisions du Congrès des Etats-Unis. Cet acte militariste de Washington a mis en lumière toute la fausseté des affirmations sur la nature prétendument "démocratique" du pouvoir actuel aux Etats-Unis, qui a cru pouvoir ignorer ouvertement non seulement les vœux de l'opinion publique américaine, mais même aussi les recommandations de l'organe législatif suprême du pays.

On sait qu'en 1984 le Sénat du Congrès des Etats-Unis a adopté une résolution exigeant d'entreprendre sans délai avec l'URSS des négociations en vue de la conclusion d'un traité vérifiable d'interdiction complète des essais nucléaires. En outre, au mois de février de cette année 1986, la Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis a également adopté à une importante majorité des voix (268 contre 148) une résolution contenant un appel analogue. Permettez-moi de citer quelques dispositions de cette résolution. Dans son préambule, il est dit qu'"un traité d'interdiction complète des essais nucléaires contribuerait à renforcer la sécurité des Etats-Unis en limitant la course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS et en intensifiant les efforts visant à prévenir la prolifération des armes

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

nucléaires". C'est une disposition équitable, nous sommes du même avis. On y souligne plus loin que "les cinq administrations précédentes appuyaient l'idée d'un traité d'interdiction complète des essais". C'est là, comme on dit, un fait historique. A propos de la question de la vérification, il est dit dans la résolution que "le traité pertinent doit pouvoir faire l'objet d'une vérification appropriée et que des progrès appréciables ont été enregistrés dans les méthodes de détection des explosions nucléaires souterraines par des moyens sismologiques et autres". Eh bien, nous sommes également d'accord avec cela. Le dispositif de la résolution contient l'appel précité d'entreprendre sans délai des négociations et recommande à l'Administration de soumettre à ratification les traités sur la limitation des essais nucléaires conclus entre l'URSS et les Etats-Unis en 1974 et 1976. Nous sommes également en faveur de cela.

Je dois dire carrément que cette résolution est en harmonie avec les vœux du monde entier. Nous disons cela non pas du tout pour mettre l'Administration américaine dans une situation difficile, mais pour souligner de nouveau qu'il est urgent et nécessaire qu'elle réexamine sa position au sujet de la question de l'interdiction des essais nucléaires.

Monsieur le Président, en préconisant systématiquement l'instauration d'un moratoire réciproque sur toutes les explosions nucléaires, l'Union soviétique continue d'agir activement pour que l'on entreprenne sans délai des négociations - bilatérales, tripartites ou multilatérales - pour élaborer un traité d'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. La conclusion d'un tel accord serait une mesure extrêmement importante dans le contexte du programme de désarmement nucléaire proposé dans la déclaration de M.S. Gorbatchev en date du 15 novembre 1986, qui a été largement approuvé dans le monde entier. Nous serions prêts à examiner la question de l'inclusion dans un tel traité des mesures de vérification sur place que nous proposons pour assurer le respect d'un moratoire sur toutes les explosions nucléaires.

Cependant, les progrès vers l'élaboration d'un traité sont bloqués par la position des Etats-Unis qui, ayant en fait abandonné en 1982 la politique de leurs cinq administrations précédentes, ont déclaré ne pas avoir l'intention de mener des négociations sur cette question dans un avenir prévisible. Pour justifier une telle attitude, les Etats-Unis ont invoqué ces dernières années une multitude de prétextes divers. Toutefois, aujourd'hui, nous voudrions nous arrêter sur la thèse de la partie américaine qui a été et continue apparemment d'être le plus souvent utilisée pour bloquer les négociations sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Il s'agit de la question de la vérification.

Nous voudrions souligner d'emblée que l'Union soviétique n'est pas moins intéressée que quiconque à la fiabilité et à la sévérité de la vérification ainsi qu'au respect rigoureux du traité dont tous les participants doivent être pleinement convaincus. Il est clairement dit dans la déclaration de M.S. Gorbatchev en date du 15 janvier 1986 que "... le contrôle, pour nous, n'est pas un problème. Si les Etats-Unis acceptent de cesser, sur une base de réciprocité, toutes les explosions nucléaires, un contrôle approprié du respect du moratoire sera complètement assuré par les moyens techniques nationaux, et aussi au moyen de procédures internationales, et même, si nécessaire, avec des inspections sur place".

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

L'Union soviétique a également proposé à la partie américaine de s'entendre pour offrir aux observateurs des deux parties, sur la base de la réciprocité et en réponse à des demandes appropriées, la possibilité de se rendre sur les lieux d'événements ambigus afin de dissiper tous doutes éventuels sur le point de savoir si ces événements ne seraient pas liés à des explosions nucléaires. Bref, l'URSS est ouverte à la vérification, mais à condition qu'il s'agisse de vérifier le respect d'ententes concrètes.

Afin d'élaborer des procédures appropriées pour vérifier l'absence réciproque d'essais nucléaires, nous avons déjà proposé à la partie américaine de s'entendre au sujet d'une réunion d'experts des deux pays.

Ainsi donc, l'URSS ne limite pas les méthodes de vérification de l'interdiction des essais nucléaires aux seuls moyens techniques nationaux, bien qu'il faille dire franchement que les possibilités techniques existantes dont disposent tant l'URSS que - et surtout - les Etats-Unis permettent une observation fiable de l'absence d'essais nucléaires. En outre, les Etats-Unis disposent pour cette vérification de possibilités supérieures à celles de l'URSS. Cela tient au fait que tout le territoire de l'Union soviétique est entouré de stations sismologiques qui ont été installées soit par les Etats-Unis, soit sous leur direction. Une partie de ces stations sont installées directement dans des pays limitrophes de l'URSS et des Etats parties au Traité de Varsovie, ce qui accroît la fiabilité et la précision de la détermination du lieu, du moment et de la profondeur des explosions ainsi que de l'évaluation de leur puissance. Le nombre total de ces stations est voisin de 200 alors que nous n'en avons qu'une vingtaine environ. L'Union soviétique estime que nos 20 stations suffisent pour observer les essais nucléaires effectués hors des limites de notre territoire.

Il est difficile de croire que les 200 stations américaines, équipées du matériel le plus moderne et bien mieux situées que nos 20 stations, fonctionnent plus mal que celles-ci. Ce n'est évidemment pas le cas. Selon les conclusions des sismologues américains, un réseau sismologique ne comptant que 15 stations situées hors des frontières de l'Union soviétique assurerait la détection d'explosions nucléaires d'une puissance d'une kilotonne effectuées en n'importe quel endroit de l'URSS, avec une probabilité non inférieure à 90 %. Les possibilités de la méthode sismologique sont démontrées par l'enregistrement, dans un certain nombre de stations sismologiques du monde, d'explosions industrielles de faible puissance effectuées à l'aide d'explosifs chimiques. Ainsi, d'après le bulletin du Centre sismologique international, des explosions d'une puissance de 20 à 30 tonnes sont enregistrées à des distances allant jusqu'à 2 000 ou 3 000 km.

Donc, en pratique, le réseau sismologique des Etats-Unis assure avec une grande probabilité la détection d'explosions nucléaires souterraines d'une puissance nettement inférieure à une kilotonne effectuées sur le territoire de l'URSS.

Si l'on considère les faits avec réalisme, il est évident qu'il n'existe aucune possibilité pratique de dissimuler une explosion nucléaire. Même le recours à des mesures de camouflage ne permet pas d'effectuer une explosion nucléaire non détectée. S'il est vrai que lors d'explosions de faible

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

puissance effectuées dans de grandes cavités l'effet sismique peut être réduit de plusieurs dizaines de fois (l'effet dit du découplage), la création même de ces cavités n'est possible qu'à l'aide du tir préalable d'une charge nucléaire de grande puissance, ou par d'autres moyens qui comportent également de sérieuses difficultés techniques. La première méthode de préparation d'une cavité, de même que les autres, ne peuvent rester non détectées dans la pratique. En outre, même lors de l'explosion en cavité de charges de faible puissance (jusqu'à 1-2 kilotonnes), les signaux sismiques peuvent être détectés à des milliers de kilomètres.

Pour ce qui est de la dissimulation des explosions nucléaires dans le bruit de fond d'un tremblement de terre, il faut dire que les méthodes modernes de traitement des oscillations sismiques enregistrées par un réseau de stations permettent d'identifier les signaux sismiques des explosions nucléaires dans le bruit de fond des tremblements de terre. En outre, il faut tenir compte du fait que cette méthode de dissimulation des explosions nucléaires est pratiquement inapplicable étant donné qu'il est impossible de prévoir exactement à l'avance le moment, le lieu et la puissance d'un tremblement de terre afin d'y installer en temps voulu une charge nucléaire et d'effectuer les autres travaux préparatoires que requiert un essai nucléaire.

D'aucuns, y compris à notre Conférence, insistent sur le fait qu'une forte explosion industrielle chimique pourrait être un moyen efficace de dissimuler une explosion nucléaire. Cependant, on peut observer que cette méthode est également inapplicable dans la pratique car ces explosions chimiques devraient avoir une puissance plusieurs dizaines de fois supérieure aux explosions nucléaires à dissimuler.

Il y a lieu de noter que la méthode sismologique de vérification des explosions nucléaires souterraines peut aussi être complétée par d'autres moyens. On étudie actuellement l'effet sur l'ionosphère et le champ magnétique de la Terre de l'onde acoustique infrasonique qui accompagne une explosion nucléaire souterraine. Cet effet peut être enregistré par des moyens terrestres et par des satellites. Pour détecter les explosions nucléaires on peut utiliser des appareils sismologiques et hydro-acoustiques installés sur les mers et les océans. Les satellites d'observation de la surface de la Terre sont capables de déceler et d'enregistrer les travaux préparatoires à l'exécution d'explosions nucléaires souterraines et les conséquences de ces explosions au voisinage de l'épicentre (entonnoirs d'affaissement, perturbations de la surface, changements thermiques, etc.).

Ainsi donc, on peut constater avec certitude que l'état actuel des connaissances des effets qui accompagnent les explosions nucléaires souterraines et le niveau des possibilités dont disposent un certain nombre d'Etats permettent d'assurer une vérification fiable des explosions nucléaires expérimentales à l'aide des moyens techniques nationaux. Les procédures internationales, y compris avec des inspections sur place, enlèvent tout doute quant à la fiabilité de la vérification. Et ce d'autant plus que dans une situation où tous les Etats arrêteraient leurs explosions nucléaires, la solution de ce problème serait considérablement facilitée.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

En présence de ces faits, les Etats-Unis se voient obligés de reconnaître de plus en plus souvent et de plus en plus franchement qu'une renonciation aux essais nucléaires n'est pas souhaitable pour Washington car elle ne répond pas aux objectifs à long terme des Etats-Unis.

Il devient évident pour tout un chacun que moyennant de la bonne volonté et un désir mutuel d'arrêter et d'interdire toutes les explosions nucléaires, il serait possible d'élaborer en un temps relativement court un accord international sur cette question, y compris des dispositions appropriées en matière de vérification. Il n'existe pas d'obstacles techniques insurmontables pour s'entendre. L'obstacle principal sur cette voie est la position non constructive des Etats-Unis, pour lesquels la poursuite des explosions nucléaires expérimentales est indispensable, comme ils le déclarent ouvertement, pour mettre en oeuvre leurs programmes de création de nouveaux types d'armes nucléaires et spatiales.

Les travaux de la session actuelle de la Conférence du désarmement visant à créer un comité spécial au titre du point 1 de son ordre du jour, "Interdiction des essais nucléaires", confirment que tel est bien le cas. Malgré les efforts actifs que les Etats socialistes et non alignés ainsi que quelques pays occidentaux déplorent pour élaborer un mandat mutuellement acceptable pour le Comité spécial pertinent, les Etats-Unis et leurs alliés les plus proches n'ont pas voulu faire preuve de la moindre souplesse et ont continué de répondre par le seul mot "non" à toutes les tentatives de parvenir à une solution. Cette ligne de conduite adoptée par les Etats-Unis ne peut susciter rien d'autre que de l'indignation et on ne peut la caractériser autrement qu'en y voyant un mépris total à l'égard des intérêts et des opinions sur le fond de la question de tout le reste du monde et d'une partie considérable de l'opinion publique aux Etats-Unis mêmes.

En transmettant récemment au Congrès le projet de budget du Pentagone, le Secrétaire à la défense des Etats-Unis a déclaré : "A l'heure actuelle, les Etats-Unis commencent à agir à partir d'une position de force. Nous devons convaincre l'Union soviétique qu'il ne s'agit pas d'une tendance à court terme. Non seulement nous devons négocier à partir d'une position de force, mais, dans la pratique, c'est la seule manière efficace de mener des négociations". En l'occurrence, on peut légitimement se poser la question suivante : Comment peut-on concilier des déclarations de ce genre de la part de représentants de l'Administration de Washington et le refus des Etats-Unis de mener des négociations en vue d'élaborer un traité d'interdiction des essais d'armes nucléaires, d'une part, et l'intention proclamée par le Président des Etats-Unis à Genève de ne pas chercher à s'assurer la supériorité militaire sur l'URSS, d'autre part ?

Pour ce qui est de l'Union soviétique, notre position sur la question de l'interdiction des essais est parfaitement claire et constructive. Elle se ramène aux points suivants.

Premièrement, en réponse au message des dirigeants des six Etats, l'Union soviétique a déclaré qu'elle n'effectuera aucune explosion nucléaire même après le 31 mars - et ce jusqu'à la première explosion nucléaire aux Etats-Unis.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Deuxièmement, nous préconisons que la vérification de l'interdiction des essais nucléaires à l'aide de moyens techniques nationaux soit complétée par des procédures internationales appropriées faisant appel à toutes les ressources de la sismologie et, si nécessaire, à des inspections sur place.

Troisièmement, nous sommes prêts à profiter de la proposition des dirigeants des six Etats d'aider à vérifier l'arrêt des essais nucléaires, y compris au moyen d'inspections sur place, à condition bien entendu que cette proposition soit également acceptée par l'autre partie.

Quatrièmement, nous proposons d'entreprendre sans retard l'élaboration d'un traité d'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, de reprendre ou d'entamer des négociations appropriées sous n'importe quelle forme - bilatérale, tripartite ou multilatérale -, sans établir de liens avec d'autres questions quelles qu'elles soient.

Cinquièmement, nous proposons que, dès le début, l'on s'occupe simultanément dans ces négociations de la solution des questions de vérification.

Sixièmement, nous sommes prêts à accepter qu'au début seuls l'URSS et les Etats-Unis s'entendent pour arrêter toutes leurs explosions nucléaires et que les autres Etats dotés d'armes nucléaires n'arrêtent ces essais que plus tard.

Septièmement, nous préconisons d'entreprendre des négociations multilatérales dans le cadre de la Conférence du désarmement sur tous les aspects du problème de l'interdiction des essais d'armes nucléaires, y compris des mesures de vérification appropriées. Les négociations devraient avoir pour but de préparer un projet de traité interdisant efficacement toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires partout et par tous et contenant des dispositions acceptables pour tous pour prévenir la possibilité de contourner cette interdiction en procédant à des explosions nucléaires à des fins pacifiques.

Huitièmement, nous sommes prêts à ratifier sans retard, sur la base de la réciprocité, les accords bilatéraux soviéto-américains de 1974 et 1976 sans poser pour cela de condition préalable quelle qu'elle soit.

Neuvièmement, nous acceptons que des consultations aient lieu en vue d'étendre le champ d'application du Traité de Moscou de 1963 aux essais souterrains, qui ne sont pas couverts par ce Traité.

Dixièmement, nous adoptons également une position flexible à propos de la question du mandat d'un comité spécial approprié de la Conférence du désarmement. Sur cette question, nous sommes prêts à coopérer avec les Etats non alignés, ainsi qu'avec les Etats occidentaux qui se prononcent en faveur de l'ouverture de négociations sur l'interdiction des essais nucléaires, et nous ne nous opposons pas à la proposition de constituer au sein du comité spécial, s'il était créé, des groupes de travail sur la portée de l'interdiction et sur la vérification du respect du traité, ni à ce que le programme de son travail inclue l'examen de toutes les questions clefs relatives au futur traité.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Enfin, s'inspirant de l'intérêt qu'elle porte à l'interdiction à très brève échéance des essais d'armes nucléaires, l'Union soviétique est prête à appuyer la proposition visant à prolonger l'activité du Groupe d'experts sismologiques pour perfectionner encore plus avant l'échange international de données sismologiques, en témoignage supplémentaire de notre désir de contribuer par tous les moyens à l'élaboration de mesures efficaces de vérification du respect d'un traité d'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires.

Pour conclure, je voudrais faire remarquer encore une fois que l'Union soviétique, ainsi que le Secrétaire général du Comité central du PCUS, M.S. Gorbatchev, l'a récemment souligné, "continuera de faire tout ce qui est nécessaire pour mettre concrètement sur les rails la solution du problème urgent de l'arrêt des essais nucléaires, pour parvenir à l'élimination complète des arsenaux nucléaires". Notre pays s'efforce de tout faire pour prévenir le déclenchement d'une catastrophe nucléaire. Nous sommes prêts en l'occurrence à faire notre partie du chemin. Mais c'est aux Etats-Unis qu'il appartient de faire l'autre partie. Et cela non pas en paroles, mais en actes.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour sa déclaration.

Je n'ai plus d'orateurs sur la liste. D'autres délégations désirent-elles prendre la parole ? Je vois le délégué des Etats-Unis qui demande la parole. Je donne la parole à Monsieur l'Ambassadeur Lowitz.

M. LOWITZ (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Deux délégations ont fait aujourd'hui des déclarations concernant l'explosion nucléaire souterraine qui a eu lieu récemment au polygone d'essais du Nevada. Nous entendons, il va de soi, étudier attentivement ces observations et il se peut que nous souhaitions y revenir de façon plus détaillée à une date ultérieure. Pour l'instant, je me bornerai à quelques brèves remarques.

Tout d'abord, cet essai était parfaitement compatible avec la position des Etats-Unis concernant les essais nucléaires. Comme nous l'avons indiqué clairement en plusieurs occasions, dans ce forum et ailleurs, les essais renforcent le maintien d'une dissuasion nucléaire sur laquelle s'appuient les Etats-Unis et leurs alliés. Deuxièmement, en effectuant cet essai, les Etats-Unis ont parfaitement respecté les obligations qui leur incombent en vertu des traités en vigueur concernant les essais d'armes nucléaires. Troisièmement, les Etats-Unis continuent de croire que le meilleur moyen de réaliser des progrès vers nos objectifs communs est d'obtenir des réductions rapides, considérables et vérifiables du nombre d'armes nucléaires, réductions que l'on s'efforce d'obtenir dans le cadre des négociations bilatérales sur les questions nucléaires et spatiales et par divers efforts, tels que l'élimination d'autres armes de destruction massive, en particulier les armes chimiques.

Nos vues à l'égard d'un moratoire vérifiable, dont l'expérience nous a montré qu'il n'avait pas de résultats positifs, n'ont pas changé. Il est facile de reprendre les essais à la fin d'une telle période, et même à un rythme accéléré.

(M. Lowitz, Etats-Unis d'Amérique)

En ce qui concerne l'opinion publique, qui a été mentionnée dans les déclarations évoquées plus haut, il serait plus intéressant pour nous que les deux délégations concernées nous informent de ce que pensent l'opinion, voire les organes législatifs, dans leurs deux pays respectifs. Ainsi, qu'a donc pensé l'opinion, au cours de la décennie écoulée, du déploiement soviétique de nombreux et nouveaux types de missiles à la suite de périodes prolongées d'essais ?

M. ISSRAELIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, pour répondre à la demande du représentant des Etats-Unis de présenter des informations concernant la position de nos organes législatifs, je voudrais me référer à la communication - que je serais prêt à faire distribuer à la prochaine séance de notre Conférence - que le Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a adressée au Congrès des Etats-Unis d'Amérique à propos de la question de l'interdiction des essais nucléaires et qui a été envoyée de Moscou à Washington il y a quelques jours.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour sa déclaration. Y a-t-il d'autres délégations qui désirent encore prendre la parole ?

Si tel n'est pas le cas, et avant de lever la séance, je voudrais vous informer que je continue activement les consultations sur les points 1 et 5 de l'ordre du jour, ainsi que sur les points 2 et 3. Je ne puis pas, à l'heure actuelle, vous renseigner sur les progrès concrets concernant ces points de l'ordre du jour mais j'ai, de toute façon, l'intention de continuer mes consultations avant la séance plénière de jeudi prochain. A ce moment-là je ferai état du résultat de mes consultations avant de transmettre la présidence au distingué représentant du Brésil, M. l'Ambassadeur de Souza e Silva.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 27 mars, à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 45.